



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

**Le Général d'armée,
Directeur général de la gendarmerie nationale**

Issy-les-Moulineaux, le 12 novembre 2021
n° 066079 /GEND/CAB

Mesdames et Messieurs les élus,

Dans un contexte social exacerbé par la pandémie, vous êtes, en tant qu'élus de la République, de plus en plus exposés aux contestations, tant physiques que numériques, d'une partie de la population.

Parallèlement, vous faites remonter régulièrement aux gendarmes, à vos côtés sur le terrain, vos préoccupations et inquiétudes : insécurité, incivilités, incompréhension juridique, etc.

Présente sur 95% du territoire, responsable de la sécurité de près de 52 % de la population et comptant 9 maires sur 10 sur sa zone de compétence, la gendarmerie est pleinement mobilisée depuis des années pour vous accompagner et vous soutenir dans l'exercice de vos prérogatives de sécurité.

Ce sont ainsi près de 370 contrats opérationnels de protection des territoires qui ont été déclinés par les 3054 brigades de gendarmerie en métropole et outre-mer, près de 6000 protocoles de participation citoyenne signés en zone gendarmerie et plus de 13 000 élus formés à la gestion des incivilités depuis le début de l'année.

Pour autant, je considère qu'il nous faut aller plus avant dans l'offre de sécurité de la gendarmerie à destination des élus, que je veux sur mesure et adaptée à vos attentes quotidiennes.

C'est pourquoi j'ai proposé au ministre de l'intérieur qui l'a validé, le lancement d'une opération nationale de proximité et de confiance à destination des élus dans les territoires sous compétence de la gendarmerie.

Baptisée *#présentspourlesélus*, échelonnée entre le 15 novembre et le début de la période de réserve électorale, cette opération, placée sous l'autorité des préfets de département, se traduira en premier lieu par la généralisation à l'ensemble de la zone gendarmerie du dispositif de consultation et d'amélioration du service (DCAS)¹, qui a reçu un accueil très favorable des maires dans sa première phase expérimentale sur 23 départements.

En second lieu, l'opération amplifiera la mobilisation des échelons territoriaux (brigades, compagnies, groupements et régions de gendarmerie) sur les dispositifs déjà en vigueur et proposera plusieurs nouvelles mesures articulées autour de la proximité physique, du contact numérique et de l'interactivité avec les élus.

¹ Reposant sur le principe de redevabilité, le dispositif de consultation et d'amélioration du service (DCAS) prévoit le recueil des attentes concrètes des élus afin d'améliorer la qualité du service et optimiser la présence de voie publique.

- instauration de la prise de plainte en mobilité. Très concrètement, vous aurez la possibilité de déposer plainte, en votre qualité d' élu, en mairie ou tout autre lieu à votre convenance et c'est le gendarme qui viendra à vous ;

- mise en œuvre d'un dispositif d'alerte SMS. L'article L.132-3 du code de la sécurité intérieure prévoit que le maire « est informé sans délai par les responsables locaux de la police et de la gendarmerie nationale des infractions causant un trouble à l'ordre public commises sur le territoire de sa commune ». Dans ce cadre, le maire sera informé dans les meilleurs délais des faits et notamment des cambriolages commis dans sa commune grâce à un SMS transmis par le commandant d'unité ou le gradé de permanence via une application « MAIRES ALERTE » disponible sur les téléphones des gendarmes ;

- lancement de l'application smartphone « GEND'ELUS » développée par la gendarmerie en partenariat avec l'association des maires de France (AMF). Téléchargeable sur le site Internet de l'AMF, cette application visera à faciliter le contact et la diffusion d'informations pratiques vers les élus (problématiques des déchets sauvages, rodéos, etc.) ;

- immersions des élus dans les unités de gendarmerie aux fins d'approfondissement de leurs connaissances dans le champ de la sécurité et des interventions sur leur territoire. Ces immersions pourront se décliner sous la forme de visites au sein des centres opérationnels départementaux de la gendarmerie, de découvertes du service des unités ou de présentation de matériels dans les unités ;

- multiplication des actions de sensibilisation et d'information sur les divers risques encourus au travers d'un pack sécurité portant sur les thématiques suivantes : incivilités, cybercriminalité avec le dispositif d'évaluation IMMUNITE², atteintes à l'environnement, violences conjugales, sexuelles et sexistes, etc. À l'instar de l'opération #RépondrePrésent lancée en avril 2020, les commandants de groupement de gendarmerie départementale seront vos interlocuteurs privilégiés.

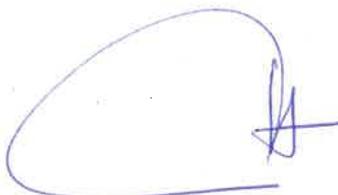
Appuyés par l'échelon régional de la gendarmerie et secondés par les commandants de compagnie, les commandants de brigade et les quelque 33 000 référents-élus, ils seront chargés de piloter cette opération jusqu'à la plus petite commune du département et vous contacteront afin de recueillir vos attentes au travers d'un questionnaire pour l'amélioration du service.

Élus et gendarmes partagent un même ancrage territorial et sont souvent en première ligne ensemble face aux crises et à l'insécurité.

La gendarmerie est et demeure à vos côtés.

Nous vous sommes redevables et vous pouvez compter sur nous.

Général d'armée Christian Rodriguez

A blue ink signature of Général d'armée Christian Rodriguez, consisting of a large, stylized loop followed by a smaller, more intricate flourish.

² Offre de diagnostic simplifié reposant sur 10 questions simples couvertes par l'acronyme IMMUNITE et permettant à chaque élu de mesurer le niveau de cyberprotection au sein de sa collectivité.